

Halte soins addictions : un dispositif à l'épreuve du temps

Dr Élisabeth Avril / directrice générale de l'Association Gaia

Jamel Lazic / chef de service de la salle de consommation

Après sept ans d'existence et une crise sanitaire mondiale, la salle de consommation parisienne reste la cible d'une rhétorique politique et parfois médiatique pour le moins négative. Cela empoisonne le travail des équipes et les perspectives d'amélioration de la prise en charge des usagers de drogues en errance sur le territoire de l'Île-de-France. Témoignage.

En juin 2020, lors d'un débat sur le plateau de BFMTV entre les deux candidates aux élections municipales, Rachida Dati a déclaré à une heure de grande écoute qu'il n'y avait pas de médecin dans la salle de consommation parisienne, et qu'un infirmier pouvait parfois « passer » dans la structure. Quelques semaines plus tôt, Rachida Dati s'était rendue dans la salle de consommation pour une visite de courtoisie : elle ne pouvait donc pas ignorer le travail quotidien des équipes de l'association.

Le traitement des salles de consommation dans le débat politique et médiatique montre à quel point elles sont devenues un objet politique. Ce traitement minimaliste et opportuniste du sujet, dont l'intervention de Mme Dati n'est qu'un exemple, ne favorise malheureusement pas la compréhension par le grand public des enjeux de santé publique en général et de la réduction des risques en particulier.

Plus récemment, lors d'une visio avec un cabinet externe pour préparer l'évaluation de notre Csapa, la consultante nous demandait « si ça existait toujours les salles de

shoot? et si c'est efficace? » Quelques jours plus tard, une étudiante à Paris se posait la question de combien il y avait de HSA à Paris (une). Visiblement, la surmédiation sporadique de la Halte soins addictions parisienne (nouvelle appellation des salles de consommation à moindre risque) ne touche pas un public très large.

Dans le même esprit, un récent article du journal *Le Point* sur la crise du crack oppose réduction des risques et sevrage en mettant en avant le coût particulièrement important des salles au regard des résultats sur le sevrage et sur la baisse des consommateurs de drogues en général. Cet article permet au mieux à quelque 20 abonnés de déverser leur ressentiment sur ces associations qui profiteraient de la manne publique et qui fixent les usagers de drogues dans la rue pour ensuite pousser à l'ouverture des nouvelles HSA, en refusant bien sûr le sevrage salvateur aux usagers. Inutile ici de préciser que le sevrage ne fait pas partie des objectifs spécifiques d'une salle de consommation et des indicateurs d'évaluation d'un tel projet.



La réalité de la Halte soins addictions

Qu'en est-il vraiment de cette salle de consommation après sept ans d'existence et une crise sanitaire mondiale ?

Les 41 salariés et les 30 bénévoles du Caarud Gaia se répartissent sur les 4 pôles d'intervention 7 jours sur 7, à savoir la HSA, les maraudes, l'antenne mobile Caarud et les prises en charge hôtelières dans le cadre de notre partenariat avec Assore de l'association Aurore. Depuis son ouverture, la salle a enregistré 383 115 consommations. Suite à la diminution de la fréquentation en 2020-2021 liée à la crise du Covid et à la fermeture des postes d'inhalation en mars 2020, l'année 2022 a été marquée par une augmentation de 20 % des visites, soit 59 211, et cette tendance s'est confirmée en 2023. La file active était de 753 personnes en 2022, moins importante qu'en 2019 (933) mais constituée de personnes qui passent plus souvent.

Un public essentiellement masculin (88 %), vieillissant (âge moyen 42 ans) et marqué par la précarité (70 % sans domicile ou hébergement précaire, 65 % sans ressources), très isolé et dont le parcours est marqué par les violences, la stigmatisation, le rejet et les troubles mentaux. Un tiers d'entre eux sont issus de familles dysfonctionnelles avec de nombreux placements dans l'enfance ou l'adolescence auprès des services de l'aide sociale à l'enfance. Un tiers sont des migrants arrivés sur le terri-

toire depuis moins de 20 ans, particulièrement les usagers d'Europe de l'Est et d'Asie centrale (souvent russophones). Le tiers restant est un public plus hétérogène, dont font partie des migrants plus anciens (plus de 20 ans) et vivant souvent la grande exclusion. Les femmes, beaucoup moins nombreuses, ne représentent que 12 % de la file active, elles ne constituent pas des sous-groupes homogènes mais sont plus jeunes

que les hommes, plus précaires et dans leur grande majorité, soumises à des violences de rue, des violences conjugales et des violences structurelles. Elles sont plus souvent de nationalité française et en situation de rupture familiale. Comme un marqueur de cette précarité, les usagers de la SCMR ont peu accès à des produits comme l'héroïne ou la cocaïne à l'unité de vente trop chère et au lieu de deal généralement trop éloigné du centre de la capitale. Ils se tournent vers les médicaments comme le Skénan (5 euros la gélule de 100 mg, 80 % des injections au sein de la SCMR) et la méthadone ou le crack

disponibles à partir d'une dizaine d'euros. Des tarifs beaucoup plus accessibles pour des personnes dont le revenu principal est souvent la mendicité.

Une prise en charge sociale croissante

Les besoins d'accompagnement, de soins et de prises en charge sont immenses. Notre organisation a évolué en sept ans afin de prendre en compte au mieux ces besoins, notamment ceux liés à la santé qui nous ont amenés à élargir nos temps de consultations infirmières et médicales quotidiens. En 2022, plus de 1 800 consultations médicales et paramédicales et plus de 1 140 consultations sociales réalisées sans RDV ont permis la prise en charge soutenue de plus de 55 % de la file active.

Avec ce dispositif, la SCMR confirme son rôle de passerelle vers le soin. Passer la porte pour consommer dans nos locaux *versus* les conditions de la rue, c'est déjà prendre soin de soi. Et si c'est bien l'accès à un lieu refuge pour consommer à l'abri des regards que recherchent en première intention les usagers, nos missions d'accès aux soins et aux droits occupent une place prépondérante dans le travail des équipes. En amont des soins, dans un rôle d'évaluation, de traitement ou d'orientation lorsque la situation le nécessite, mais également en aval par la mise en place d'une coordination des soins. Cette activité est particulièrement importante tant par son ampleur que par la nécessité de suivi que nécessitent certaines pathologies lourdes dans un contexte, le plus souvent, de grande précarité. Les personnes qui se présentent à nous ont des existences chaotiques qui ne leur permettent que rarement d'organiser leurs soins et suivis médicaux. Cette activité entraîne chaque année près de 200 accompagnements physiques par les professionnels de l'équipe principalement lors de rendez-vous médicaux et d'hospitalisation.

La question de l'arrêt des consommations ou de leur stabilisation est une des questions centrales pour les usagers fréquentant la salle, c'est près de 150 demandes d'accès à un Csapa ou à une hospitalisation pour sevrage qui sont traitées chaque année par les équipes.

Les entretiens sociaux quotidiens sont essentiels et très demandés par les usagers, que ce soit pour ouvrir des droits, obtenir un hébergement ou encore régler des problèmes avec la justice. Une permanence hebdomadaire de la Sécurité sociale étudie chaque année plus de 200 dossiers et permet l'ouverture de droits pour une centaine de personnes. Depuis 2020 et la crise du Covid, nous avons développé en partenariat avec Assore Aurore une offre d'hébergement qui permet de mettre à disposition 70 places d'hébergement en hôtel à des personnes consommatrices de crack souvent exclues des dispositifs

Le sevrage ne fait pas partie des objectifs spécifiques d'une salle de consommation et des indicateurs d'évaluation d'un tel projet.

habituels. L'hébergement complète l'offre proposée aux personnes en errance fréquentant la salle de consommation.

Une expérimentation infinie...

Cet accompagnement médicosocial d'un public en situation de grande précarité demande de plus en plus d'énergie à l'équipe et nécessite d'organiser des accompagnements physiques plus nombreux, accompagnements qui compliquent les plannings et impactent fortement des ressources humaines limitées.

Nous avons également renforcé nos services de réduction des risques comme l'accompagnement à l'injection, la prévention des surdoses et la distribution de Naloxone, l'analyse de drogues *via* la collecte et la chromatographie sur couche mince. Ces services qui sont le « cœur du métier » restent un socle indispensable de notre action. Ils permettent, entre autres, aux usagers, dans et en dehors de la salle, de prendre soin d'eux-mêmes et de leurs proches.

L'année 2022 était une année charnière pour la salle de consommation qui arrivait au terme de ses six années d'expérimentation. Le rapport d'évaluation de l'Inserm paru en mai 2021 devait permettre une pérennisation du dispositif, compte tenu des résultats positifs de ses travaux. Il n'en a pas été ainsi et l'expérimentation a été prolongée de trois ans jusqu'à la fin 2025. Nous sommes en droit de nous interroger sur les ressorts idéologiques qui font préférer au gouvernement la « création » de scènes ouvertes de consommation comme celle du square Forceval (porte de la Villette, nord-est de Paris), où les gens meurent et se détruisent, à un dispositif évalué qui a fait ses preuves dans de nombreux pays. Une HSA permet de sauver des vies et de prendre en charge les personnes vulnérables consommatrices de drogues qui existent et vivent dans notre pays. Nous continuons notre travail et souhaitons remercier ici les personnes qui nous soutiennent et qui constatent les effets de notre action dans le quartier de la Gare du Nord. Après sept années d'existence, la salle Jean-Pierre Lhomme reçoit près de 300 visites par jour et arrive au maximum de ses capacités. À l'approche des Jeux olympiques, elle ne pourra pas, à elle seule, résoudre la problématique des regroupements d'usagers consommant dans la rue ou dans les lieux publics et semi-publics, de même que les programmes de sevrage forcés ou non. Pourtant, l'accueil d'un événement mondial dans la capitale aurait pu être l'occasion de mettre en place une

stratégie ambitieuse de prise en charge des usagers de drogues à l'échelle des besoins, plutôt que de les déplacer d'un bout à l'autre du Nord-est parisien. Dans le contexte actuel et à l'aube des Jeux olympiques, il semble urgent que le dispositif soit enfin étendu.

*Une HSA permet
de sauver des vies
et de prendre en charge
les personnes vulnérables
consommatrices
de drogues qui existent
et vivent dans notre pays.*